

1997-1998

REPUBLIQUE FRANCAISE

1998 444

MINISTERE DE LA DEFENSE

COLLEGE INTERARMÉES



DE DÉFENSE

MEMOIRE

DE

GÉOPOLITIQUE

**« L'ambition iranienne :
déstabilisation ou équilibre ? »**

CEN DUPAS

(D1)

1998-444

PLAN

INTRODUCTION	p2
<u>I- LE MONDE IRANIEN : RACINES ET POTENTIALITES</u>	
11- Un état multiethnique aux frontières stables	p3
12- Une économie en cours d'assainissement	p3
13- Une société civile qui évolue	p4
<u>II- LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE : REALITES ET DEFIS</u>	
21- Des centres de décision dispersés	p5
22- L'ambiguïté du pouvoir chiïte	p5
23- Les défis de l'état	p6
24- La défense : source d'incertitudes	p7
<u>III- ENJEUX ET PERSPECTIVES DE L'IRAN</u>	
31- L'influence occidentale	p8
32- Le Golfe : une ambition emblématique	p8
33- Vers un désenclavement de l'Asie centrale	p9
34- Un jeu d'alliances complexes avec le reste du monde arabe	p10
CONCLUSION	p11
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	p12

INTRODUCTION

Souvent démonisée, la république islamique d'IRAN présente en réalité un visage aux multiples facettes. L'idéologie révolutionnaire nous incite à ne percevoir qu'un régime oppresseur, ayant à la fois des visées expansionnistes dans la région du Golfe et surtout la volonté de défendre les intérêts de l'Islam à travers le monde. Son attitude en BOSNIE, au LIBAN et même en Afrique occidentale, ses incursions terroristes en Europe confortent cette impression déstabilisatrice.

Pourtant une autre analyse révèle une puissance moyenne qui, par-delà la rhétorique islamiste, mène une politique relativement prudente. Par ailleurs, le processus post-islamiste récent pourrait donner à l'IRAN un nouveau rôle idéologique et politique dans une région instable où presque tous les régimes sont despotiques.

Quelle est donc la véritable ambition iranienne ?

Après avoir été bloqué par la guerre froide, puis isolé par l'extrémisme religieux, l'IRAN semble surtout vouloir conforter son statut de puissance régionale. Elle tente de développer pour cela une diplomatie fondée sur le pragmatisme plus que sur l'idéologie. L'utilisation de son potentiel économique, ses relations traditionnelles avec les pays industrialisés et le probable désenclavement de l'Asie centrale constituent ses principaux atouts. Mais cette volonté nationaliste, contrariée par l'attitude hostile des U.S.A., est surtout remise en cause par la nature même du régime politique.

Privé des points d'appuis nécessaires à une satisfaction rapide de son ambition géopolitique, il apparaît presque certain que l'IRAN continuera d'utiliser l'héritage révolutionnaire pour parvenir à ses fins.

Pour appréhender toutes les clés géopolitiques de ce pays, il faut préalablement dresser un constat de l'état du monde iranien, en prenant en compte ses racines et potentialités. Il est ensuite nécessaire d'identifier les ambiguïtés et les défis du régime politique, qui peuvent contribuer à expliquer une partie du comportement international de l'IRAN. Il sera alors possible de faire le bilan des enjeux et d'entrevoir les perspectives d'évolution.

I- LE MONDE IRANIEN : RACINES ET POTENTIALITES

11- Un état multiethnique aux frontières stables

L'étude historique de ce qui fût la PERSE jusqu'en 1935 nous révèle une identité politique et administrative ancienne et stable. Envahi par les Grecs d'ALEXANDRE (IV^e siècle avant J.-C.), les Arabes (VII^e siècle), les Turcs et les Mongols (XI^e et XIV^e siècles), l'IRAN n'a en fait jamais été colonisé, malgré la forte influence des Britanniques et des Russes jusqu'au début du XX^e siècle. Placé à la charnière de plusieurs ensembles géopolitiques (arabe, turc, indien, russo-européen), il partage ses frontières avec 15 états, dont un seul en conteste le tracé : le CHATT EL ARAB fût en effet un des motifs de la guerre de huit ans contre l'IRAK.

Si les Persans du plateau iranien sont majoritaires depuis des millénaires (50% des 63 millions d'habitants), l'implantation périphérique de minorités transfrontalières azéri, kurde, arabe, baloutchi et turkmène constitue un facteur important de déstabilisation, même si l'irrédentisme de ces provinces est faible. L'IRAN est donc très attaché au maintien du statu-quo actuel car la formation d'états ethniques aurait des répercussions graves sur son intégrité. Ce pays musulman à 99%¹ a ainsi toujours veillé à ce que les minorités soient représentées au parlement.

Mais le monde iranien ne se limite pas à celui des persanophones. De nombreuses républiques d'ASIE centrale sont peuplées d'iraniens parlant des langues turcophones et arabes. En l'absence de réelle organisation politique ou économique, il s'agit cependant de la seule forme de paniramisme qui puisse être identifiée.

Enfin on ne peut pas évoquer les racines de l'IRAN moderne sans rappeler que le chiisme est devenu religion d'état dès le XVI^e siècle, sous l'influence d'une dynastie d'origine turque. Cependant la fusion iranité-chiisme n'est réellement apparue qu'au XIX^e siècle, avec l'arrivée du monde occidental en PERSE. Après la première guerre mondiale, le clergé chiite s'opposa constamment aux efforts de modernisation de la dynastie PALHAVI, pour connaître son apogée en 1979.

12- Une économie en cours d'assainissement

Depuis plus d'un siècle, l'histoire de l'IRAN est liée aux grandes puissances occidentales qui se sont très tôt intéressées à ses richesses. Disposant d'importantes réserves en pétrole, en gaz (2^e réserve mondiale) et en cuivre (1^e gisement mondial), le pays continue d'être dépendant de ceux qui achètent ses matières premières (ALLEMAGNE, JAPON, ITALIE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, USA). L'effondrement de la base industrielle mise en place par le SHAH, provoqué par la guerre contre l'IRAK et une gestion désastreuse, contraint en effet l'IRAN à vivre des rentes pétrolières (86% des exportations, 63% des recettes de l'état), et à importer de la nourriture et des biens d'équipement.

Face à cette situation de crise, l'IRAN a entrepris un assainissement de son économie. La réduction des exportations, la diminution de sa dette extérieure et surtout une politique de protection et de diversification du développement industriel par des entreprises privées sont les principales orientations que semble suivre ce pays. Toutefois le taux d'inflation élevé (20%) et l'absence de véritable industrie manufacturière imposent à l'IRAN de préserver ses anciennes relations commerciales, avec l'Union Européenne en particulier (fournisseur et client à 36%).

¹ dont 91% de chiites

La situation économique a surtout provoqué une remise en cause de deux classes sociales jusqu'alors prédominantes : les commerçants du Bazar et les fondamentalistes. Les premiers ont longtemps tiré profit du quasi-monopole d'état sur le commerce, sans chercher à diversifier les sources de revenus. Organisés en véritable association politico-économique, ils n'ont développé que l'industrie du tapis qui emploie encore indirectement 9 millions de personnes. Les fondamentalistes, hostiles aux principaux acheteurs de matières premières qu'ils prennent pour cible, commencent eux à être rendus responsables des difficultés économiques actuelles. L'élection récente à la présidence de la république de Monsieur KHATAMI, adversaire du candidat soutenu par ces deux grandes classes, traduit peut-être une différenciation nouvelle entre le religieux et le politique.

13- Une société civile qui évolue

Mais l'arrivée au pouvoir inattendue d'un homme qui, pour les iraniens, est un « libéral », montre surtout l'évolution rapide d'une population jeune : 83% des iraniens ont moins de 40 ans. Après avoir soutenu la révolution de 1979, ce sont les mêmes qui, vingt années plus tard semblent vouloir imposer une dynamique post-islamiste. D'autres indicateurs permettent de confirmer cette tendance. Ainsi malgré la crise économique, le poids de l'idéologie islamique et la guerre, le nombre moyen d'enfants par femme est passé de 6 en 1985 à 3 en 1995. Par ailleurs, l'IRAN des villages, des tribus n'existe plus comme force sociale : la majorité de la population est désormais citadine (à 57%) et vit dans des banlieues qui ne sont pas intégrées dans le réseau des Bazars, relais politiques traditionnels, ni bien encadrées par les forces politiques islamistes. Avec plusieurs villes millionnaires (TEHERAN-8 millions d'habitants, MASHAD, SHIRAZ) et surtout l'apparition de grandes villes dans des régions à majorité sunnite (SANANDADJ, ZAHEDAN), le pays a changé.

S'il est impossible de savoir ce que veut réellement la population iranienne, l'analyse du résultat des deux dernières élections permet d'identifier les aspirations d'une nation qui n'a pas de réels partis politiques. Ainsi beaucoup de députés (130 sur 270) ont été élus comme « indépendants » en 1996, ou avec le soutien de la tendance modérée. En 1997 l'électorat de KATHAMI était essentiellement composé de jeunes et de femmes, de membres de la diaspora iranienne et de nouveaux entrepreneurs. Son accession à la présidence résulte donc de sa tendance libérale, et peut-être aussi de l'absence de dogmatisme dans sa ligne politique. Il convient toutefois de nuancer cette interprétation en précisant qu'il n'a jamais réellement défendu de projet politique de rechange. Le bouleversement le plus significatif réside en fait dans la baisse de popularité des « gardiens de la révolution » qui n'ont obtenu que 2,5% des suffrages.

Mais pour l'heure, l'IRAN c'est aussi et surtout une censure omniprésente et un non-respect caractérisé des droits de l'homme. Initiée par la dynastie PAHLAVI, cette tendance n'a fait que s'accroître avec l'arrivée des fondamentalistes.

Le monde iranien ne connaît donc pas les conflits territoriaux ou identitaires classiques d'une nation en crise. Doté de richesses naturelles importantes rendues peu exploitables par son isolement, il semble prétendre à la préservation d'un équilibre ethnique fragile, compte tenu de la position charnière qu'il occupe entre différents blocs géopolitiques. Le peuple iranien aspire cependant à l'accélération du processus de libéralisation économique qui se dessine.

II-LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE : REALITES ET DEFIS

21- Des centres de décision dispersés

Si l'IRAN peut s'appuyer sur des frontières stables, héritées de la PERSE, la république islamique bénéficie également de l'héritage politique des dynasties qui se sont succédées.

Cette organisation repose sur une centralisation de l'exécutif avec une forte influence de TEHERAN, malgré le découpage en 25 provinces dont les gouverneurs ont depuis peu des fonctions économiques. Disposant d'une bonne administration et d'une gendarmerie bien implantée, la révolution a combiné les principes éthiques de l'islam chiite à quelques éléments de démocratie parlementaires. Les partis politiques sont officiellement absents, mais certaines factions sont nettement apparues au cours des dernières années :

- la droite conservatrice avec la Société du clergé combattant et les représentants des grands dignitaires du Bazar,
- La gauche avec l'association des clercs combattants et l'alliance de la ligne de l'IMAM,
- le parti des serviteurs de la reconstruction, dont RAFSANDJANI était membre,
- les religieux fondamentalistes avec le parti des Compagnons de Dieu,
- les indépendants.

La recomposition politique, provoquée par les élections législatives de 1996 et consacrée par les présidentielles de 1997, reste cependant limitée par la complexité des institutions de la république et par les contraintes imposées par les factions. Le président de la république n'est en réalité que le chef d'un gouvernement dont toutes les décisions sont soumises à l'approbation d'un parlement très puissant et d'un conseil de surveillance de la constitution présidé par un ayatollah.

La fonction officielle de chef de l'état relève des prérogatives du guide de la révolution, l'ayatollah Ali KHAMENEI.

22- L'ambiguïté du pouvoir chiite

La seule forme de pouvoir traditionnel encore très vivante en IRAN est effectivement celle de la hiérarchie du clergé chiite. Ses revenus proviennent depuis longtemps de l'impôt religieux, mais aussi de terres agricoles, d'immeubles, et d'hôpitaux qui font du clergé la plus grande entreprise du pays tout en lui donnant un pouvoir politique décisif et indépendant de l'état. En 1979, un autre clergé, lié à l'administration et au nouveau pouvoir politique, s'est rajouté au clergé traditionnel. Deux conceptions de l'ISLAM s'opposent depuis lors au sein du pouvoir.

Les religieux traditionnels souhaitent un état iranien puissant dans sa région et protecteur de la religion. Pour eux la géopolitique doit être de type classique, c'est à dire au service d'un état qui s'inspire du chiisme et qui gère une population chiite. Les fondamentalistes privilégient au contraire l'utilisation du chiisme comme moteur central de toute action extérieure de l'état. L'IRAN doit devenir le phare de l'ensemble du monde chiite, dans une perspective de rechiitisation de l'ISLAM et surtout de son extension.

Cette double articulation du chiisme d'état influe directement sur la politique étrangère, qui allie des phases diplomatiques caractéristiques d'une puissance moyenne et des actions plus déterminées où, comme au LIBAN, l'IRAN joue la carte du chiisme en priorité. Facteur de stabilité interne mais de déséquilibre à l'étranger,

le chiisme est donc la clé essentielle nécessaire à la compréhension de la géopolitique iranienne.

Quel sera demain le poids de la religion ?

Il serait irréaliste de prétendre décrire l'avenir de ce qui, depuis plus de quatre cents ans, constitue le ciment de la nation. Toutefois, le peuple iranien a voulu signifier sa volonté de changement, malgré le poids de l'appareil d'état et contre l'avis du guide de la révolution, dont le candidat officiel n'a obtenu que 25% des suffrages contre 69% pour KHATAMI. Il ne s'agit pas d'un bouleversement en profondeur mais d'une évolution significative : les iraniens resteront musulmans, en majorité chiites, mais après vingt ans de période révolutionnaire, huit ans de guerre et surtout 4 ans d'embargo, ils semblent vouloir revenir à un chiisme plus modéré.

N'oublions pas enfin une donnée essentielle. Monsieur KHATAMI a été pendant onze ans ministre de la culture et de l'orientation islamique² ; il appartient donc bien au régime en place, même s'il n'a jamais été un dogmatique. Il est, de plus, issu de la lignée du prophète, ce qui pour un chiite est fondamental³.

23- Les défis de l'état

Indépendamment de la tendance politique du chef de gouvernement, le pouvoir en place est confronté à un certain nombre de défis.

Le premier est de préserver l'intégrité territoriale. Comme nous l'avons vu précédemment, la constante de la politique iranienne est de maintenir la stabilité des frontières, en dépit de la présence de minorités transfrontalières multiethniques sensibles à la situation politique des pays voisins. L'obsession de la diplomatie iranienne est donc d'éviter tout faux pas qui provoquerait une partition du pays sur des bases ethniques.

Le deuxième défi concerne le maintien de l'unité nationale. Car l'accroissement de la population, provoqué à la fois par la politique nataliste du régime depuis 1979 et par l'allongement de la durée de vie, a provoqué de nouveaux besoins. L'IRAN doit aujourd'hui se développer pour nourrir sa population et maintenir son niveau de vie. Si le régime n'est plus en mesure d'assurer un minimum à l'ensemble des iraniens, les émeutes de plus en plus fréquentes, notamment dans l'est du pays, pourraient aboutir à des soulèvements régionaux.

Le troisième défi a trait au régime lui-même. Car si l'IRAN se lançait aujourd'hui dans des aventures militaires en direction du Golfe, il ruinerait son économie et le régime s'effondrerait. Sa survie durant la guerre contre l'IRAK n'est due qu'à une « union sacrée » entre les fondamentalistes, les nationalistes et l'armée monarchiste. Or la plupart des observateurs pensent que ce réflexe ne pourrait plus voir le jour, compte tenu de l'héritage politique et surtout économique de ces vingt dernières années. Les religieux les plus fondamentalistes se retrouvent donc confrontés au dilemme suivant : profiter des acquis et survivre ou jouer la carte de l'expansionnisme idéologique et risquer de disparaître.

Certains spécialistes français⁴ se demandent même si finalement, derrière un régime de Mollahs qui exalte le rôle de la religion et l'islamisation du monde, il n'y a pas une volonté de non-alignement, de sanctuarisation de l'IRAN.

² Il a été contraint de démissionner en 1992 car les autorités religieuses le jugeaient trop laxiste.

³ Pour un chiite, le successeur de MAHOMET à la tête d'une communauté musulmane doit être issu de la famille du prophète. Cette donnée explique en partie pourquoi les fondamentalistes n'ont pas remis en cause la légitimité de l'élection après les résultats.

⁴ dont François THUAL

24- La défense : source d'incertitudes

Pour apprécier cette analyse particulière, il est nécessaire de dresser le bilan de la politique militaire iranienne. La part décroissante du budget de l'état consacré à la défense constitue un premier indicateur : elle n'est que de 4% du PIB, alors qu'elle était de 36% en 1985. De ce fait l'armée iranienne dispose d'un armement classique hétéroclite, jugé insuffisant pour défendre le territoire national.

L'armée de terre, forte de 345.000 hommes, possède 1500 chars, 550 hélicoptères et surtout 6500 pièces d'artillerie. Essentiellement défensive, elle a surtout une fonction de maintien de l'ordre, qu'elle partage avec les 120.000 « pasdarans »⁵. Le système de défense est principalement orienté vers le monde arabe et la Turquie, alors qu'il est beaucoup plus faible vers l'est.

L'armée de l'air (30.000 hommes et 280 avions) a des appareils assez âgés qui peuvent néanmoins encore remplir des missions d'appui à proximité du territoire national. L'aviation de transport a, par contre, démontré qu'elle pouvait agir plus loin, puisque des avions iraniens ont atterri en Croatie pour livrer des armes à la Bosnie.

La marine (18.000 hommes) est en fait la seule armée qui soit en expansion. Le tonnage augmente régulièrement et permet aujourd'hui à l'IRAN de se projeter dans l'océan Indien ou sur les côtes islamisées de l'AFRIQUE. Dans quel but ? Elle n'est pas assez puissante pour traduire une volonté de conquête de nouveaux territoires. Mais elle permet à la fois à l'IRAN d'effectuer des missions de présence, qui consolident son statut de puissance régionale, et de faire face à d'éventuels agresseurs avant qu'ils aient pu atteindre les frontières terrestres.

Les seules incertitudes de cette défense concernent le nucléaire. Selon certains spécialistes l'IRAN serait doté d'armes similaires à celles qu'avait la France en 1960, mais aucune preuve n'a pour l'instant été révélée. Le rapprochement récent avec la Russie, les bonnes relations entretenues avec la Corée du Nord et l'anonymat des essais nucléaires pakistanais en Chine incitent pourtant à la plus grande prudence. D'autant plus que TEHERAN a acheté en 1996 à la Corée du Nord des missiles de moyenne portée pouvant atteindre 1.500 kilomètres, c'est à dire la totalité des pays du Golfe ainsi que la TURQUIE.

Dans quel but l'IRAN se doterait-il d'armes nucléaires ?

La première hypothèse repose sur une volonté d'afficher une agressivité que les forces classiques ne rendent pas crédible. Le nucléaire pourrait alors, éventuellement, être mis au service du « panchiisme ». La seconde fait davantage référence à la vieille politique iranienne de sanctuarisation du territoire : dans cette région instable, la dissuasion prendrait de fait toute sa mesure.

A la complexité du monde iranien s'ajoute donc celle d'une république islamique en proie aux effets secondaires d'une période révolutionnaire qui s'achève. La reconstruction politique en cours, et la préservation indispensable d'un équilibre interne laissent penser que le pouvoir en place ne peut plus se permettre de succomber aux réflexes idéologiques. Toutefois l'existence des « gardiens de la révolution » au sein de l'armée, la priorité donnée aux missiles sur les forces terrestres et la recherche (ou la détention) supposée de l'arme nucléaire font de l'IRAN le pays le plus craint par ses voisins.

⁵ gardiens de la révolution. Il est intéressant de noter que ceux-ci ont vu leur nombre passer de 350.000 en 1985 à 120.000 en 1996

III-ENJEUX ET PERSPECTIVES DE L'IRAN

31- L'influence occidentale

Une partie importante du destin de l'IRAN se joue sur le plan international et plus particulièrement dans ses relations avec les Etats-Unis et l'Europe. Les accusations claires de terrorisme⁶, l'assassinat d'opposants au régime en Europe, le soutien du Hezbollah libanais, les conséquences de « l'affaire RUSHDIE », et la suspicion de vouloir se doter de l'arme nucléaire font de TEHERAN le paria de la scène internationale.

Les Etats-Unis ont imposé une politique de « double endiguement »⁷ de l'IRAN et de l'IRAK en 1993, qu'ils ont renforcée en 1995 par un embargo total, puis en 1996 avec la loi DAMATO qui prévoit un boycottage des sociétés étrangères commerçant avec ces pays. Considérées comme excessives par les Européens et même par les plus proches voisins de l'IRAN, ces mesures sont également contestées par les principales compagnies pétrolières américaines, qui se voient privées de l'exploitation des immenses réserves d'hydrocarbures de la mer Caspienne et d'Asie Centrale. Par ailleurs la FRANCE a par deux fois « enfreint », l'embargo⁸. Les USA sont donc confrontés à un problème de crédibilité dans une région qu'ils veulent contrôler : l'avenir de l'IRAN dépend aussi de la politique intérieure du « Grand Satan ».

L'Union Européenne a pratiqué depuis 1992 une politique plus nuancée de « dialogue critique » qui a permis de consolider les relations économiques en profitant de l'absence américaine⁹. Après le spectaculaire retrait des ambassadeurs européens en avril 1997, consécutif à l'inculpation par la justice allemande du ministre du Renseignement iranien¹⁰, il semble que les quinze soient sensibles à la volonté réformiste de KHATAMI et s'orientent vers une « dialogue constructif ».

Les dirigeants iraniens doivent donc impérativement composer avec ces deux puissances occidentales : le maintien de bonnes relations avec l'Europe est vital pour l'économie du pays, et l'affrontement direct avec les USA serait suicidaire.

32- Le Golfe : une ambition emblématique

Les enjeux pétroliers et politico-religieux font du Golfe la zone d'influence la plus importante pour l'IRAN. Car pour l'instant l'essentiel des devises iraniennes provient toujours du pétrole exploité et exporté au sud-ouest du pays. La présence des forces militaires américaines interdit certes toute initiative forte dans cette région. Mais la nécessité de préserver une porte de sortie à son économie a conduit l'IRAN à renouer avec les états de la péninsule arabique membres du Conseil de Coopération du Golfe, et à poursuivre une politique de développement et d'équipement du littoral.

Cette région est aussi une zone d'influence idéologique : 70% des musulmans chiites du monde y résident. De ce fait la question du Golfe repose avant tout, pour TEHERAN, sur l'antagonisme qu'il entretient avec l'ARABIE SAOUDITE, défenseur et gardien d'un sunnisme très pur. Par ailleurs, l'expansion économique de ce pays

⁶ Les USA et ISRAEL ont dénoncé l'IRAN au sommet anti-terroriste de CHARM el CHEIKH le 13 mars 1996

⁷ « IRAN-LIBYA Sanctions Act » qui interdit aux entreprises américaines de commercer avec ces pays

⁸ En juillet 1995 et septembre 1997, TOTAL a signé des accords de développement de gisements off-shore

⁹ 20% des exportations pétrolières iraniennes étaient achetées par les américains en 1995

¹⁰ accusé d'avoir commandité l'assassinat de 4 opposants kurdes à Berlin en 1992

et son soutien inconditionnel par les USA ont renforcé ce sentiment hostile qui se traduit par un « gel » diplomatique.

L'autre point noir du Golfe concerne l'IRAK, pour les mêmes considérations économiques et idéologiques. Le sud irakien comporte en effet une forte minorité chiite, qui tente les fondamentalistes iraniens¹¹. Et le sud-ouest de l'IRAN (région du CHATT EL ARAB) est vital pour l'économie iranienne¹². Le paradoxe est que l'embargo américain, très sévère à l'égard de ces deux pays, aboutit à une certaine neutralité réciproque.

L'IRAN entretient des relations nettement meilleures avec la plupart des Emirats pour des raisons diverses. Le Sultanat d'OMAN est un allié privilégié car le trafic pétrolier iranien passe dans ses eaux territoriales, et il craint l'ARABIE SAOUDITE. Le QATAR est dans le même cas : l'ARABIE SAOUDITE est son principal ennemi. Mais il dispose aussi d'importantes réserves de gaz encore mal exploitées (2° réserves mondiales avec l'IRAN, après la RUSSIE). De bonnes relations permettront donc à ces pays d'agir directement sur les prix du gaz à l'échelle mondiale. Avec les Emirats Arabes Unis, les rapports sont moins étroits, à l'exception de DUBAI qui a une importante population d'iraniens immigrés.

Ce bilan des relations qu'entretient l'IRAN avec les états du Golfe est finalement comparable à celui que l'on pouvait dresser à l'époque du SHAH : Saoudiens, Irakiens et Iraniens s'affrontent depuis presque trente ans pour prendre le contrôle de cette région. En réalité, ce sont surtout les américains qui y sont parvenus. Ce constat ne fait que renforcer l'attitude hostile de TEHERAN envers les Etats-Unis. Mais il incite surtout les dirigeants iraniens à chercher à la fois un autre débouché pour son économie et de nouvelles zones d'influences.

33- Vers un désenclavement de l'Asie centrale

La région du Golfe a pris récemment une importance supplémentaire puisque l'un des grands problèmes géopolitiques de cette fin de siècle est le désenclavement de l'Asie centrale. Les importantes richesses des ex-républiques soviétiques font en effet l'objet d'une grande rivalité entre plusieurs pays. Mais c'est surtout l'émergence de nouveaux états, dont les ethnies sont présentes en IRAN, qui ont incité les dirigeants iraniens à prendre l'initiative pour construire de nouvelles relations régionales.

En ouvrant ses frontières vers l'ARMENIE, le TURKMENISTAN, le KAZAKHSTAN et l'AFGHANISTAN, l'IRAN assure à la fois un débouché potentiel pour son économie et devient un point de passage obligé. Les premiers signes de ce déplacement du centre d'intérêt iranien ont été l'interconnexion de son réseau ferroviaire avec le TURKMENISTAN et la mise en place par TEHERAN du conseil de la mer CASPIENNE¹³. Le but est de faire du port de BANDAR'ABBAS une porte d'accès sur le golfe pour les pays d'Asie Centrale et du Caucase.

Mais TEHERAN se heurte au PAKISTAN, qui développe une voie ferrée passant par l'AFGHANISTAN, ainsi qu'à la TURQUIE, qui souhaite voir transiter les hydrocarbures de la mer CASPIENNE. Pour cette raison, l'IRAN s'est rapproché de la RUSSIE dont les intérêts sont complémentaires (en particulier contre les USA qui

¹¹ c'est une des raisons pour lesquelles les américains n'ont pas voulu poursuivre vers BAGDAD pendant la guerre du Golfe. La disparition de SADDAM HUSSEIN aurait provoqué la partition ethnique du pays et la mainmise des iraniens sur toute sa façade sud.

¹² la conquête de cette zone était le but initial de l'IRAK lors de la guerre de huit ans.

¹³ qui regroupe l'IRAN, la RUSSIE, l'AZERBAIDJAN, le KAZAKHSTAN, le TURKMENISTAN.

soutiennent le PAKISTAN et la TURQUIE, et qui ont favorisé l'arrivée des Talibans en AFGHANISTAN). Une autre raison, moins avouable, serait d'accéder par ce biais au nucléaire.

Bloqués au sud par la flotte américaine, à l'ouest par l'IRAK et la TURQUIE, à l'est par le PAKISTAN et l'AFGHANISTAN, c'est donc naturellement vers le nord que les dirigeants iraniens s'orientent. Ainsi ils parviendront peut-être à rompre un isolement économique qui leur est préjudiciable, ils éviteront de subir les effets du morcellement ethnique en cours en Asie centrale, et ils prendront à revers la politique étrangère américaine.

34- Un jeu d'alliances complexes avec le reste du monde arabe

Si l'ambition iranienne est de conforter son statut de puissance régionale dans sa zone d'intérêt immédiat, la nature des relations que l'IRAN entretient avec les autres pays arabes s'apparenterait plus à une volonté de déstabilisation. En fait, la politique étrangère menée par TEHERAN dans ces pays repose essentiellement sur des alliances à revers.

Ainsi, la SYRIE est privilégiée, compte tenu de son hostilité à l'IRAK et de la présence de lieux saints chiites sur son territoire. Il en va de même avec la LYBIE pour son opposition au monde occidental. Le SOUDAN bénéficie également de bonnes intentions puisque son existence semble mise en cause par la diplomatie américaine. Par contre le MAROC ou l'EGYPTE sont, comme l'ARABIE SAOUDITE, considérés comme trop liés aux américains. Ils n'occupent toutefois pas une place importante dans la géopolitique iranienne.

Ce n'est pas le cas d'un autre pays beaucoup plus sensible : le LIBAN. Les liens remontent à la naissance du chiisme, au moment où des mollahs libanais sont venus former les religieux iraniens. L'intensification diplomatique et militaire de ces liens au moment de la guerre contre l'IRAK s'explique par la volonté de TEHERAN d'ouvrir un deuxième front, destiné à sanctionner les ventes d'armes françaises aux irakiens. Depuis le LIBAN est resté un champ d'action terroriste potentiel, utilisé pour faire pression sur l'occident ou sur ISRAEL par le biais des milices chiites.

Enfin, même s'il ne fait pas partie du monde arabe, il est intéressant d'observer la nature des rapports que l'IRAN entretient avec ISRAEL. En apparence, les deux nations sont totalement opposées. L'IRAN condamne le sionisme et qualifie ISRAEL de petit Satan. A l'inverse ce dernier a été, comme nous l'avons vu, l'un des acteurs essentiels du sommet anti-terroriste de 1996, destiné à dénoncer les actions iraniennes. Pourtant dans les faits les choses sont plus nuancées. Lorsque la guerre de huit ans s'est déclenchée, ce sont les services israéliens qui ont les premiers fait parvenir des armes à l'IRAN. Ce sont les mêmes qui ont organisé le transfert des armes américaines, à l'origine de « l'IRANGATE ». La raison profonde reste la même que pour les autres pays arabes : ISRAEL craint moins l'IRAN que l'IRAK. Tant que SADDAM HUSSEIN demeurera à la tête de ce pays, l'IRAN pourra donc compter sur le soutien (discret) d'ISRAEL.

Le bilan que nous venons d'établir montre que la diplomatie iranienne est très active et fait preuve d'un certain réalisme. Le désir de trouver de nouvelles zones d'influences, pour des raisons économiques et politiques, se fonde avec une volonté de maintenir à distance tout ce qui peut apparaître comme une menace. Mais les méthodes employées pour y parvenir relèvent plus de la déstabilisation que d'un réel souci d'équilibre.

CONCLUSION

La république islamique a fondé sa légitimité et ses rapports de force sur une logique révolutionnaire dont les effets continuent de se faire sentir. Quelle que soit son évolution politique, l'IRAN conservera longtemps encore cette capacité de mener des actions « non conventionnelles » à l'étranger.

Mais le processus post-islamiste en cours, apparemment irréversible, semble modifier le rôle idéologique et politique du plus grand état chiite du monde. Ainsi la politique étrangère iranienne est devenue nationaliste et semble préférer le pragmatisme à l'extrémisme révolutionnaire.

Renonçant à un expansionnisme trop marqué dans le Golfe, le pouvoir en place préfère mettre en valeur sa capacité à assurer un débouché maritime aux pays d'Asie centrale. L'état de l'économie iranienne impose en effet à ses dirigeants de prendre en compte les besoins vitaux sans cesse croissants d'une société civile en évolution.

En associant les trois forces qui fondent son identité actuelle, le nationalisme, la relation à l'occident moderne et l'Islam, l'IRAN ambitionne en fait d'être reconnu comme une puissance régionale incontournable et fiable, alors que certains de ses voisins paraissent entrer dans une période de turbulence.

Veut-il pour autant une paix durable ?

Peut-être, mais pas au prix du sacrifice de ses intérêts idéologiques et économiques...

Totalement dépendant de ses richesses naturelles, ce pays n'évoluera finalement de façon significative que si la population confirme son désir de changement, et si les pays occidentaux, en particulier les Etats-Unis, relâchent la pression sur un état démonisé à l'extrême en optant pour un dialogue exigeant.

BIBLIOGRAPHIE

- L'état du monde (1998) - Editions La Découverte
- L'année stratégique (1997) - Pascal BONIFACE - Arléa/IRIS
- Dictionnaire de géopolitique - Yves LACOSTE - Flammarion
- Dictionnaire géopolitique des états - Yves LACOSTE - Flammarion
- Repères internationaux - François THUAL - Ellipses
- Abrégé géopolitique du Golfe - Aymeric CHAUPRADE - Ellipses
- Problèmes politiques et sociaux (n°720) - La Documentation Française
- Journal LE MONDE des 13, 24 et 27 mai 1997.